


# Covid-19, le fléau de trop pour les peuples indigènes au Brésil

 [france24.com/fr/20200419-covid-19-le-fléau-de-trop-pour-les-peuples-indigènes-au-brésil](https://france24.com/fr/20200419-covid-19-le-fléau-de-trop-pour-les-peuples-indigènes-au-brésil)

19 avril 2020

Photo fournie par le Secrétariat spécial du Brésil pour la santé des populations indigènes (Sesai), montrant des employés du Sesai en train de prendre la température d'une femme de la tribu Tikuna installée à Lago Grande, dans l'État d'Amazonas, le 2 avril 2020. © Sesai, AFP

Texte par : Laura DAMASE

 4 min

Au Brésil, la situation des peuples natifs face à la pandémie de coronavirus est alarmante. À l'heure où le président d'extrême droite Jair Bolsonaro s'oppose au confinement et prône la reprise économique du pays, la lutte pour la survie des 800 000 autochtones, désormais à distance, est plus complexe que jamais pour leurs défenseurs.

Officiellement, trois indigènes sont morts des suites du Covid-19 au Brésil au 17 avril, dont un jeune Yanomami de 15 ans, contaminé en ville. C'est avant tout la grande vulnérabilité physique de ces peuples face aux maladies, qui inquiète les leaders autochtones du pays, désemparés pour gérer la crise.

Arrivées avec les colons européens il y a 500 ans, les maladies "de Blancs" ont déjà décimé près de 95 % des autochtones d'Amérique. Pour lutter contre la propagation du coronavirus, la Fondation nationale de l'Indien (Funai), l'organe public en charge des affaires indigènes, a suspendu les autorisations d'entrée sur les terres indigènes depuis mi-mars, et les ONG communiquent avec les peuples par radio.

Confiné à Boa Vista, capitale de l'État de Roraima, le représentant des peuples Ye'kwana et Yanomami, Dario Kopenawa, s'est adressé à eux via radio dès le 20 mars : "La seule solution pour éviter l'infection maintenant est de maintenir les communautés isolées dans leur 'aldeia' [villages, NDLR], interdiction de se rendre en ville !", explique-t-il.

## Un isolement difficile à garantir

Les autochtones ayant récemment voyagé se voient imposer un isolement strict de 15 jours avant de pouvoir rejoindre leur lieu de vie. Mais si un cas se révèle au sein d'une communauté, "difficile de garantir un isolement", ajoute Dario Kopenawa : "Nous vivons en collectivité et dormons à plusieurs familles sous les 'malocas' [tentes traditionnelles, NDLR]".

Dans ces cultures, où la mort doit être accompagnée de rituels, les enterrements rapides peuvent représenter un trauma psychologique et culturel chez les membres des ethnies", complète Daiana Tukano, native de l'ethnie Tukano, à l'initiative de la première webradio brésilienne réalisée par des indigènes.

Loin de la nouvelle guerre menée par le président Jair Bolsonaro contre son gouvernement, ce dernier souhaitant suivre les recommandations de l'OMS, les communautés indigènes de l'Amazonie (environ 800 000 individus) ne peuvent compter que sur leurs leaders et les professionnels de santé. La plupart issus du programme Mais Medicos, qui vise à étendre l'offre de santé dans les régions isolées, médecins et infirmiers continuent d'assurer leurs relais dans les postes de santé localisés à des points stratégiques jusque dans les zones les plus éloignées de l'Amazonie.

### **Une crise dans la crise**

Pour Daiana Tukano, "la pandémie arrive en pleine crise démocratique au Brésil. Nous sommes dirigés par un président ouvertement anti-autochtones qui est en train de démanteler toutes les politiques censées protéger ces peuples".

Arrivé au pouvoir début 2019, Jair Bolsonaro dit vouloir intégrer les peuples indigènes à l'expansion économique et a récemment signé un projet de loi visant à légaliser l'exploitation des ressources minérales de leurs terres. Son discours encourage la déforestation illégale, une activité que la pandémie ne semble pas freiner.

Alors que le contact avec "l'homme blanc" est à éviter pour ces populations au système immunitaire fragile, l'Institut socio-environnemental (ISA), une ONG active dans l'État de Roraima depuis plus de vingt ans, pointe du doigt une augmentation de 3 % de la zone dégradée par les mineurs illégaux dans le territoire des Yanomami entre février et mars. "Un paramètre inquiétant de plus pour nous, leur proximité représente plus que jamais une menace", estime le leader Dario Kopenawa.

**Le résumé de la semaine** France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

[Je m'abonne](#) ▶

**>> À voir aussi : Dans la forêt amazonienne, les Indiens Yanomami victimes de la ruée vers l'or**



Face aux inquiétudes, l'État lance quelques annonces : 1,8 million d'euros versés à la Funai, afin de financer des aides alimentaires ou moyens de transport, tels que des bateaux pour d'éventuelles évacuations de villages. Mais cet argent n'a toujours pas profité aux populations natives et le ministère public fédéral vient de lancer une enquête sur la Funai à ce sujet.

À Manaus, capitale de l'État d'Amazonas, où les services de soins intensifs sont déjà saturés, la création d'un hôpital de campagne avec des soins prioritaires pour les populations indigènes a été annoncée par le ministre de la Santé, qui n'a pas précisé de date. "C'est trop peu" pour Joênia Wapichana, première députée fédérale indigène, "il est nécessaire de garantir une aide adaptée aux populations indigènes, encore plus pendant la pandémie".

La parlementaire dénonce un risque imminent d'ethnocide face à la pandémie. "Il est urgent de classifier les peuples indigènes comme cas à risques", explique celle qui a présenté un projet de contrôle strict des actions du gouvernement auprès des peuples. "Le but est de surveiller les processus administratifs et éventuelles omissions, qui pourraient sans le vouloir mettre les peuples en danger", dans la distribution de paniers alimentaires par exemple. En pleine pandémie, les inégalités sociales frappent une fois de plus les peuples autochtones.

"Aujourd'hui, nous parlons tous d'un effondrement du monde, qu'annoncent les peuples indigènes depuis des siècles ! Si un système doit s'effondrer, c'est l'économie basée sur l'exploitation violente de la terre et des peuples. Nous devons trouver ensemble l'imagination pour construire une nouvelle économie dans le respect de la dignité humaine", conclut Daiana Tukano.